



INTERNATIONAL COUNCIL OF MUSEUMS CONSEIL INTERNATIONAL DES MUSEES

COMITATO NAZIONALE ITALIANO DELL'ICOM
Milano, Via S. Vittore, 19

CONVEGNO INTERNAZIONALE
International Conference

Agricoltura e Selvicoltura al museo

**Agriculture
and Forestry
at the museum**

Trento 20-21-22 maggio 1983

Museo Tridentino
di Scienze Naturali
Trento - Italy

PASSÉ, PRÉSENT ET FUTUR DES MUSÉES D'AGRICULTURE

Il n'existe pas encore en France aujourd'hui de musées d'agriculture à proprement parler, et qu'on puisse comparer aux institutions anciennes et puissantes de pays comme la Hongrie, la Tchécoslovaquie, les Pays scandinaves, la Grande Bretagne, etc. Cependant, depuis dix à quinze ans, un mouvement d'intérêt d'une ampleur sans précédent est né dans le grand public à l'égard du patrimoine ancien de l'agriculture. Ce mouvement s'est traduit d'abord par l'organisation, un peu partout dans les campagnes, de « fêtes des battages à l'ancienne », à l'occasion desquelles étaient remis en marche des matériels d'il y a trente à cinquante ans, en particulier des locomobiles à vapeur actionnant des batteuses à poste fixe. Ces fêtes ont trouvé auprès du public et des touristes un succès tel que leur nombre s'est multiplié de façon étonnante: on en compterait sûrement plusieurs centaines chaque été, s'il était possible de les compter. Simultanément, des amateurs et enthousiastes de plus en plus nombreux entreprenaient de collecter et d'abriter le matériel ancien abandonné qui pourrissait et rouillait çà et là dans les coins de champs ou derrière les hangars. Ces collections de toute importance et de toute nature, dispersées, isolées, mal connues, sont peut-être au nombre de cent à deux cents pour l'ensemble du pays, si tant est qu'on puisse avancer un chiffre. L'ampleur du mouvement est en tous cas flagrante, incontestable. Mais ce qui est aussi caractéristique de la situation française actuelle, c'est que ce mouvement n'a reçu jusqu'à ces toutes dernières années pratiquement aucun appui de la part des pouvoirs publics et des milieux intellectuels. Cet appui commence à venir, à vrai dire, et nous aurons à évoquer brièvement les principaux projets qui doivent permettre de le concrétiser. Mais le changement est encore si lent et si timide, l'attitude des milieux politiques et intellectuels envers les musées est encore si pleine d'ignorances et de confusions, et enfin la situation économique s'annonce si inquiétante, qu'il serait bien imprudent de faire quel-

que prévision que ce soit pour l'avenir. Tout est possible, ce qui en soi est encourageant puisque ce n'était pas le cas il y a seulement quatre ou cinq ans. Mais rien n'est sûr, et un coup d'oeil sur le passé va nous permettre de mesurer toute la portée de cette incertitude. Nous n'avons jamais manqué d'idées, dans le domaine des musées d'agriculture comme dans bien d'autres. Nous avons même connu bien des réalisations, sérieuses, solides, importantes. Mais leur durée, leur pérennité, n'ont jamais pu être garanties, même pour celles qui se sont trouvées sous la tutelle directe des pouvoirs publics. Comme le montre jusqu'à la caricature l'exemple actuel du projet de La Villette, nous préférons créer plutôt que de maintenir et de continuer. Quitte à ce que la création nouvelle soit vouée au même destin ingrat que celles qui l'ont précédée. C'est là, semble-t-il, une de nos maladies nationales!

Comme dans les autres pays d'Europe, c'est en France vers 1780 que se constituent les premières collections d'instruments agricoles. Une collection de charrues aurait été rassemblée au Louvre, dans les années précédant la Révolution, par la Société Royale d'Agriculture de Paris: il n'en restait rien en 1802, au témoignage de l'agronome François de Neufchâteau, lui-même initiateur en France des premiers concours de charrues. Une autre collection d'instruments et de machines (ces dernières sous la forme de modèles réduits) avait été rassemblée au Museum National d'Histoire Naturelle par André Thouin, ci-devant Jardinier du Roi, devenu Professeur de Culture sous la Révolution. Après sa mort, en 1824, la collection de Thouin connaît sans doute des avatars divers: ce qui en reste, une soixantaine de pièces, est sauvé de justesse de la destruction en 1942, au moment de la démolition d'un vieux bâtiment où on l'avait oublié depuis des dizaines d'années (Guillaumin et Chaudun 1944).

Dans les premières années du XIXe siècle, François de Neufchâteau, alors ministre de l'intérieur, entreprend à nouveau de réunir une collection de charrues de France et des autres pays, qu'il se fait adresser par les préfets et par d'autres correspondants:

« Pour ne parler que de la France, nous n'avons eu qu'à nous louer de l'empressement des Préfets de nos Départements à nous procurer des dessins ou des modèles de charrue. Cependant nous sommes bien loin d'avoir une série complète des meilleures charrues françaises. J'ai fait essayer avec soin, dès le printemps dernier, celles qui étoient arrivées dans ma campagne à cette époque. La charrue du Haut-Rhin a été tronvée très-légère; celle du Calvados a paru plus solide. Leurs socs se sont bien vite usés dans le sable et les pierres qui forment mon terrain. (...) Il nous est arrivé de l'étranger plusieurs charrues, qui n'ont pas pu être

essayées, au milieu d'un été aussi sec et aussi brûlant. Beaucoup d'autres sont annoncées; on attend celle de Suède. (...)». (François de Neufchâteau 1803).

Certains des dessins collectés par François de Neufchâteau, par l'entremise des préfets, sont évidemment ceux qu'on retrouve aujourd'hui aux Archives Nationales (fonds F 10) ou dans le Portefeuille Industriel du Musée National des Techniques. Mais combien subsistent, combien ont été perdus? Nul ne le sait, aucune étude précise n'ayant jamais été faite sur cette question. Pas plus qu'on ne sait ce que sont devenues les charrues elles-mêmes. Quelques-unes sont peut-être parvenues au Conservatoire National des Arts et Métiers nouvellement créé. Mais rien ne permet d'en être sûr. L'histoire des collections du Conservatoire, rassemblées aujourd'hui au Musée National des Techniques, est pleine d'obscurités et de confusion. Tout ce qu'on peut dire, c'est que l'agriculture a eu dès l'origine une place considérable au CNAM: on la considérait alors, on le sait, comme « le premier des arts », le plus utile et le plus noble. Et le peu de données que nous ayons confirme bien cette importance. Le premier catalogue du CNAM, édité en 1818, énumère 68 instruments et machines agricoles en vraie grandeur (dont une vingtaine de charrues), et quelque 340 modèles réduits. En 1847, le *Bulletin* de la Société d'Agriculture de Clermont-sur-Oise informe ses lecteurs que:

« On vient d'ouvrir dans cet établissement (le CNAM) un véritable Musée agricole. C'est une galerie de soixante mètres de long sur douze de large, remplie de tous les instruments aratoires usités en France.

On a suspendu dans la même salle un tableau indiquant les équivalents en engrais, d'après les expériences les plus concluantes.

Des modèles de constructions rurales en relief sont également exposés; c'est le commencement d'une collection que le gouvernement se propose de compléter, et il n'y aura bientôt plus à désirer au Conservatoire de la rue Saint-Martin, dans l'intérêt agricole, que la reprise des cours de MM. les professeurs Boussingault, Moll et Payen ».

Le nombre d'objets d'agriculture continuera à s'accroître au cours du XIXe siècle, atteignant près de 750 dans les années 1870. Mais avec la création de l'Institut National Agronomique à Paris en 1876, l'intérêt de l'institution pour l'agriculture va brusquement fléchir. Une bonne partie du fonds agricole est liquidée dans les dernières années du siècle. Et il ne reste plus aujourd'hui qu'environ 450 modèles réduits, dont beaucoup proviennent des grandes expositions universelles, en particulier celle de 1900.

L'Institut National Agronomique, héritier sans doute d'une

partie des collections du CNAM, n'en a à peu près rien gardé, semble-t-il: il n'y reste qu'une petite collections de modèles réduits assez hétéroclite et conservée, pour ne pas dire oubliée, dans des conditions tout à fait sommaires. Un inventaire rapide effectué en 1975 avec Mariel Jean-Brunhes-Delamarre nous a permis d'y compter quelque 120 objets. L'ancienne Ecole Supérieure d'Agriculture de Grignon (localité située à un peu plus de 30 km à l'Ouest de Paris), aujourd'hui fusionnée avec l'Institut Agronomique, a également abrité, un temps, un nombre assez élevé d'instruments et de machines agricoles, en vraie grandeur comme en modèles réduits: fondée en 1826, l'Ecole a reçu, tout au long du XIXe siècle, des matériels de toute l'Europe. Il en restait récemment encore près d'une centaine d'objets en vraie grandeur, et de nombreux modèles réduits. Mais la majeure partie de la collection avait été détruite après la dernière guerre, pour libérer des bâtiments. Et une bonne part des modèles réduits aurait été perdue ou volée tout dernièrement.

Il ne serait pas juste d'incriminer les dirigeants de ces établissements, seuls, pour ce qui s'est passé. Il est vrai que leur comportement nous apparaît aujourd'hui, avec le recul du temps, comme du vandalisme. Mais il faut reconnaître, alors, que ce vandalisme était commun à la société toute entière. Jusqu'à ces dernières années, seul le patrimoine dit « artistique » ou « historique » de la nation était considéré comme tel, dans les limites étroites de ce que l'idéologie dominante considérait comme objets d'art et monuments historiques. L'idée même d'un patrimoine technique ou industriel n'existait pas. Et tous ceux qui, en avance sur leur temps, essayaient de la défendre, se heurtaient au mieux à une indifférence amusée, au pire à une hostilité déclarée, et toujours à un manque total de moyens. Pour le responsable d'un établissement d'enseignement, consacrer si peu de moyens que ce soit à sauvegarder des instruments et des machines devenus sans emploi, ne pouvait apparaître que comme du sentimentalisme désuet, source de gaspillages coupables. Nous pouvons affirmer que cette mentalité était encore presque absolument dominante en France en 1970. C'est seulement dans les années 1975-1980 que la notion de patrimoine technique a commencé à se diffuser dans les milieux responsables. Elle y est aujourd'hui assez largement répandue, au niveau des individus. Mais les institutions elles-mêmes n'ont pas encore suivi. On trouve auprès de leurs dirigeants une écoute et une sympathie réelles, mais qui n'osent ou ne peuvent toujours pas se traduire par un appui ou par des engagements matériels concrets. Le meilleur symbole de cette situation est l'actuel projet de Musée des Sciences, des Techniques et des

Industries de La Villette. L'histoire des techniques, d'abord exclue, y a ensuite été réintégrée comme parent pauvre, et presque à la sauvette. Une espèce de honte continue à peser sur tous ceux qui continuent à s'y intéresser un peu trop.

Quoi qu'il en soit, il est certain que c'est cette idéologie généralisée de refus, de mépris et d'ignorance envers l'histoire des techniques qui est à l'origine du déclin catastrophique des musées techniques en France depuis au moins le début du XXe siècle, à commencer bien sûr par le Musée National des Techniques, et y compris ce qui concerne l'agriculture. Dans la première moitié du XIXe siècle, l'idée de musée était en outre fort différente de ce qu'elle est de nos jours. On y conservait certes des objets techniques, et le nom même de *Conservatoire* est significatif à cet égard. La notion de patrimoine technique existait même déjà, bien que ce fût avec des connotations et sous formes qui ne sont pas exactement celles d'aujourd'hui: le décret de la Convention du 19 vendémiaire An III ne porte-t-il pas que « l'original des instruments et machines inventés ou perfectionnés sera déposé au Conservatoire »? Cette espèce de dépôt légal suppose évidemment, dans l'esprit des promoteurs du décret, la notion d'un patrimoine technique à rassembler et à conserver. D'un patrimoine ancien aussi bien que moderne de plus, car il ne fait pas de doute qu'à cette époque, l'intérêt pour les techniques n'était absolument pas séparé de l'intérêt pour l'histoire des techniques. L'exemple de Johann Beckmann en Allemagne est le plus connu. Mais il ne faut pas oublier que l'Abbé Grégoire, l'un des principaux promoteurs du Conservatoire des Arts et Métiers, est aussi l'auteur d'un Essai historique sur l'agriculture, publié comme préface à la réédition des oeuvres d'Olivier de Serres en 1804. Quant à Thouïin, dont l'activité de collectionneur a déjà été évoquée, son intérêt pour les techniques de tous les pays est illustré par la présence d'un « hoyau indien » en pierre dans sa collection (la pièce existe toujours).

des

C'est précisément cette non-distinction entre patrimoine technique ancien (obsolète) et actuel (fonctionnel) qui est pour une part à l'origine des difficultés ultérieures. Tant que les musées furent conçus essentiellement comme des institutions d'enseignement pratique, par l'objet, le patrimoine technique y fut probablement conservé dans des conditions satisfaisantes. Mais dans la seconde moitié du XIXe siècle, le rôle des musées changea. Leur fonction d'enseignement, de démonstration, passa à d'autres organismes: les grandes écoles on l'a vu, mais aussi les Expositions, Universelles puis nationales et locales; et en ce qui concerne plus spécialement l'agriculture: les Comices. Dans ces nouvelles insti-

tutions, seules les nouveautés avaient leur place. Et l'intérêt ne pouvait que se détourner du patrimoine ancien, désormais séparé du patrimoine moderne et donc abandonné à lui-même dans des « musées » privés de leurs anciennes fonctions et rejetés bon gré mal gré dans la catégorie institutionnelle des musées des Beaux-Arts.

Nous avons évoqué quatre exemples de collections ou de musées d'agriculture à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe: la collection de charrues du Louvre avant la Révolution, celle de François de Neufchâteau peu après, la collection d'outils et de modèles d'A. Thoüin, et enfin le Conservatoire National des Arts et Métiers. Mais ces exemples ne furent certainement pas les seuls. Sans parler des projets comme celui de J.B. Dubois publié en l'An III, ou en l'An II déjà (c'est-à-dire avant le CNAM) celui présenté aussi par l'Abbé Grégoire, « ...sur les moyens d'améliorer l'agriculture en France, par l'établissement d'une maison d'économie rurale dans chaque département ». Il s'agit là de projets centraux, ou généraux. Mais il y a eu parallèlement, on peut le supposer, d'autres projets, d'intérêt plus local: en 1836 par exemple, en même temps que se constituait une Société d'Agriculture pour l'arrondissement de Clermont-sur-Oise (Oise), était créé un Musée agricole dans la même localité, pour lequel le ministre accordait une subvention de 4.000 F. Combien de créations semblables y a-t-il eu dans toute la France, et quel fut leur destin? Nous n'en savons rien, les recherches sur ce sujet sont entièrement à faire. Nous nous bornerons à citer ce qui est peut-être le dernier exemple au XIXe siècle de musées conçus comme des établissements d'enseignement, et où l'agriculture avait une part importante: les « musées cantonaux », dont les premiers sont ouverts en 1876. Voici comment on les présentait à l'époque:

« Les Musées cantonaux sont la réalisation des principales théories émises au sein du Congrès de l'Association française, par MM. Hippeau et Frédéric Passy; ils ont pour but de moraliser les hommes par l'instruction et de les enrichir par la science. Ils s'adressent à la fois aux adolescents et aux hommes faits. Toutes les sciences, tous les arts, toutes les industries et tous les métiers y seront représentés. Ils constituent un nouveau moyen d'instruction et éducation populaires, où tous les éléments des connaissances utiles sont réunis *gratuitement* et s'apprennent *sans effort*.

L'agriculteur y trouve des spécimens du sol qu'il cultive avec l'indication des éléments physiques et chimiques qui le composent, les plantes qu'il élève et celles qu'il s'efforce de détruire; les animaux de toutes sortes dont il se sert ou auxquels il dispute sa propre existence; les insectes microscopiques rendus visibles au moyen d'un grossissement; les grands animaux représentés par des dessins ou des moulages réduits avec l'indication de leurs formes extérieures et anatomiques, les signes caractéristiques de la race

et les moyens de la perfectionner. Il y reconnaît ses outils et ses utensiles journaliers; enfin il y observe les machines ou modèles de machines perfectionnées qui doivent les remplacer ». (Groult 1877).

Les musées cantonaux ont certainement eu une assez grande importance, puisqu'une revue leur fut un temps consacrée. L'objectif était, comme leur nom l'indique, d'en établir un dans chaque chef-lieu de canton. Les expositions devaient y être constamment renouvelées, pour permettre de traiter des sujets assez étendus dans des locaux de dimensions nécessairement modestes. Ils devaient enfin, dans l'esprit de leurs promoteurs, être « plus instructifs » (c'est-à-dire plus pédagogiques, plus didactiques) que les musées des grandes villes, et « moins élémentaires » que les musées scolaires. Mais une fois de plus, nous devons en rester à leur sujet à un constat d'ignorance: faute de recherches, nous ne savons pas combien il y eut de musées cantonaux en France, quel fut leur rôle, combien de temps dura leur existence, et ce que sont devenues aujourd'hui leurs collections.

Voilà donc pour le passé — un passé qui va des années 1780 jusque, peut-être, la première guerre mondiale. Un passé complexe et divers, où projets et réalisations apparaissent en grand nombre. Et où en définitive, malgré nos ignorances, les grandes lignes de force suivantes se dégagent:

— les collections d'instruments agricoles sont rassemblées dans un but d'expérimentation, de comparaison, d'enseignement principalement;

— s'il existe des collections agricoles, les musées, eux, sont le plus souvent polyvalents, et l'agriculture y est considérée comme une industrie parmi d'autres;

— le patrimoine technique ancien n'est pas distingué du patrimoine technique moderne, en fonction, et on ne se pose pas le problème spécifique de la préservation du premier.

La période 1914-1960, qui vient ensuite, est particulièrement obscure. Nous ne savons pratiquement rien de ce qui s'y passe en matière de musées techniques et d'agriculture. Tout au plus pouvons-nous supposer que c'est au cours de cette période que leur déclin s'accélère brutalement. C'est, on l'a vu, au lendemain de la dernière guerre qu'une grande partie des anciennes machines conservées à Grignon est mise au rebut et détruite. Alors règne sans partage l'idéologie moderniste qu'on a évoquée plus haut: tout intérêt un peu trop marqué pour le passé est perçu comme une espèce de maladie honteuse. Nous avons fixé entre les années 1975 et 1980 l'époque où cette idéologie, sans cesser d'être dominante, cesse toutefois de l'être sans aucun partage. L'intérêt pour

le patrimoine technique, nous l'avons dit en commençant, est aujourd'hui réel et vigoureux. Mais si cet intérêt se manifeste clairement au niveau des individus, les institutions, elles, ne bougent toujours pas, ou bien peu. C'est à la lumière de cette constatation que nous allons jeter un oeil maintenant sur la situation actuelle et les perspectives des musées d'agriculture en France.

On peut admettre que la représentation muséale de l'agriculture est partagée entre sept ou huit catégories d'institutions qui seraient les suivantes:

- des institutions anciennes telles que:
 - musées techniques,
 - musées d'histoire naturelle,
 - musées locaux polyvalents, à dominante beaux-arts, histoire et archéologie,
 - musées d'ethnographie et d'arts et traditions populaires;

 - des institutions récentes telles que:
 - musées thématiques (par exemple musées de la vigne et du vin, particulièrement nombreux),
 - écomusées,
 - parcs naturels régionaux;

 - et enfin des institutions diverses, difficilement classables souvent, comme de nombreuses collections privées ou d'associations, ou encore collections d'établissements d'enseignement, etc.
- Nous avons vu, pour l'essentiel, ce qu'il en était de la représentation de l'agriculture dans les *musées techniques* et *d'histoire naturelle*. Ou plus exactement dans les deux plus importants d'entre eux: le Musée des Techniques du CNAM, et le Museum. Il ne semble pas que l'agriculture ait une place importante dans les établissements correspondants de province, pour le très peu que nous en sachions du moins.

Dans les *musées locaux polyvalents*, l'agriculture est généralement absente, sauf s'il existe une section ou un département consacré aux arts et traditions populaires, ce qui nous renvoie à la catégorie suivante. Les collections de ces musées, toutefois, sont d'origine et de nature tellement hétéroclites que des trouvailles intéressantes y restent possibles. Mais c'est surtout dans le domaine de l'iconographie, bien évidemment, que réside leur intérêt. Les paysages, les scènes de la vie rurale et de la vie quotidienne ont été si souvent peints, dessinés, gravés, et même pho-

tographiés, au XIXe siècle, qu'il y a là une source d'information tout à fait considérable pour la connaissance de l'agriculture de cette époque. Une exposition consacrée à Millet, il y a quelques années, a fait sortir de l'oubli relatif où on l'avait rejeté cet art pré-impressionniste en quelque sorte, et qualifié naguère encore de « pompier ». Les réserves de tous les musées de France sont remplies d'exemplaires de cet art pompier, qui offre aux chercheurs d'aujourd'hui un matériau immense et encore à peine exploité (voir par exemple Brettell et Brettell 1983).

Mais c'est évidemment dans les *musées d'arts et traditions populaires* que l'agriculture, au moins l'agriculture dite « traditionnelle » est la plus représentée. Sur les quelques six cents musées de ce type qui existent en France, il n'y en a pas un, probablement, qui ne détienne au moins quelques outils agricoles. Et souvent, la place de l'agriculture y est bien plus importante. Car avec la maison et son mobilier, le costume et l'artisanat, l'agriculture est une des grandes sections à peu près obligatoire dans tout musée d'arts et traditions populaires. Il n'est pas nécessaire d'y insister.

Les plus anciens musées ethnographiques remontent à la fin du XIXe siècle et au début du XXe (le Museon Arlaten d'Arles, créé par Frédéric Mistral, le Musée du Trocadéro, etc.). Quelques-uns datent de l'entre-deux-guerres. Mais la plupart sont plus récents, et postérieurs à la dernière guerre. Dans les quinze à vingt dernières années, en outre, deux nouvelles catégories de musées se rattachant à la catégorie des musées d'arts et traditions populaires ont vu le jour: d'abord celle des musées que nous avons appelés *thématiques*, visant à représenter une culture ou une production dont l'importance régionale est particulièrement grande (la vigne et le vin, l'olivier et l'huile, le cidre...); et plus récemment celle des *écomusées*. Les musées de la vigne et du vin sont de loin les plus nombreux, il y en a pratiquement au moins un pour chaque région viticole. Quant aux écomusées, leur conception était à l'origine celle des musées de plein air scandinaves, mais adaptée aux conditions particulières de la France, c'est-à-dire à l'existence d'un très grand nombre de « pays » très différents les uns des autres. En gros, l'idée était, vu l'impossibilité matérielle de rassembler en un même lieu un échantillonnage raisonnablement représentatif des « pays » d'une région, de s'orienter vers des réalisations dispersées. Mais très vite, la notion même d'écomusée a connu une évolution vers tout autre chose, en même temps que le terme devenait à la mode et que les réalisations (ou du moins les tentatives de réalisation) se multipliaient. Aujourd'hui, il vaudrait mieux désigner les écomusées sous le terme d'« automusées »

en quelque sorte, pour marquer que la plupart d'entre eux sont des initiatives totalement locales, orientées dans les directions les plus diverses, et qui n'ont plus guère de caractéristiques communes. Seuls les écomusées de la première génération, auxquels Georges-Henri Rivière a mis la main, sont restés fidèles aux idées et aux ambitions que recouvrait le terme au départ. Les écomusées de la deuxième génération, qui se multiplient aujourd'hui à un rythme étonnant, n'ont plus en commun que le terme dont ils se parent. Ils tendent à devenir purement et simplement de nouveaux musées d'histoire locale, où l'histoire est traitée d'une façon plus sociologique, moins événementielle, que dans les anciens musées locaux.

Quant aux *parcs naturels régionaux*, leur but était au départ la protection de la nature dans des régions présentant un intérêt particulier du point de vue botanique ou zoologique (régions côtières, marais, montagnes...), mais cependant pas assez désertes pour en faire des zones intégralement protégées, celles-ci étant le fait des parcs nationaux. Les réactions réservées, voire parfois hostiles, de la population, ont d'ailleurs fortement contribué à faire évoluer cette conception essentiellement naturaliste. Aujourd'hui, les responsables et les animateurs des parcs régionaux tendent à s'intéresser tout autant au milieu humain qu'au milieu naturel, ou plus exactement à prendre conscience que le milieu dit « naturel » doit tellement aux nombreuses générations successives d'hommes qui l'ont façonné et transformé, que la notion d'un milieu strictement naturel n'a plus guère de sens. Dès l'origine, l'association entre parcs naturels régionaux et écomusées (au sens initial du terme) a été étroite: l'écomusée de la Camargue, celui des Landes, celui des Monts d'Arrée, sont par exemple situés au milieu des parcs correspondants. Il n'est plus aucun parc régional aujourd'hui qui soit dépourvu de toute réalisation muséale. Du point de vue de l'agriculture, les parcs ont l'intérêt d'être une structure idéale pour la préservation de certains paysages ruraux menacés par le changement technique, ainsi que pour celle des espèces et races domestiques en voie de disparation.

Reste à dire un mot de cette catégorie « divers » où nous avons rangé la plupart des collections privées. C'est dans cette catégorie que l'on trouve la plupart des collections de machines et d'instruments agricoles de la période industrielle, objets que la plupart des institutions précédentes avaient omis de prendre en compte. Nous avons vu au début de cet exposé que ces collections, impossibles à recenser actuellement, sont nombreuses: cent à deux cents probablement. Nous avons vu aussi que les auteurs, les propriétaires, les responsables de ces collections

n'avaient bénéficié jusqu'ici d'aucun appui de la part des pouvoirs publics ni de la part des milieux intellectuels (université, recherche). Ces collections, pourtant, comblent une lacune, et répondent à un besoin. C'est parmi elles que se trouvent assurément les véritables musées d'agriculture de l'avenir, s'il doit en exister un jour en France.

Jn

Dans tous les établissements à caractère muséal que nous venons de passer en revue, en effet, l'agriculture, quand elle est représentée, l'est toujours de façon partielle, limitée à certains aspects, et elle l'est également de façon locale, monographique pour ainsi dire. Ces limitations ont leurs justifications, aussi bien sur le plan strictement matériel que sur le plan pédagogique. Mais elles ne permettent qu'une vision bien étroite des choses, et finalement bien peu satisfaisante pour tous ceux qui veulent dépasser le stade de l'émerveillement naïf ou de la nostalgie attendrissante. Pourquoi, par exemple, les données archéologiques sont-elles exclues de la plupart des expositions du type « arts et traditions populaires »? Pourquoi la plupart des musées régionaux se bornent-ils à présenter des données strictement régionales, comme si leurs visiteurs n'avaient pas le droit de s'intéresser à ce qui se passe dans les autres régions et dans les autres pays? Comme si, surtout, il était possible de comprendre une agriculture locale autrement qu'à l'aide de multiples comparaisons avec l'extérieur? Le machinisme est international. Reconstituer son apparition et son développement dans une région, avec toutes leurs conséquences, est évidemment nécessaire. Mais d'où viennent les machines? Où ont-elles été inventées, comment, par qui? L'approche monographique traditionnelle, dans la mesure où elle ne se pose pas ce genre de questions, ne nous livre que la moitié de l'histoire...

C'est donc l'autre moitié de cette histoire que les musées d'agriculture proprement dits doivent s'efforcer de reconstituer. En insistant spécialement sur les aspects les moins pris en compte par les musées traditionnels. Le machinisme et les techniques de l'agriculture industrielle, par exemple. Mais aussi le problème des origines et de l'évolution des agricultures préhistoriques. De même, il n'y a pas de raison pour ne pas présenter dans un musée d'agriculture, et en fonction des possibilités, des exemples intéressants d'agricultures étrangères ou exotiques. Qu'il s'agisse d'exemples futuristes tels qu'en donnent les régions les plus avancées des pays industriels, ou d'agricultures restées entièrement « traditionnelles » comme l'Asie du Sud ou l'Afrique en offrent de nombreux cas. Enfin, un musée d'agriculture digne de ce nom doit traiter la question de l'évolution des techniques dans toutes

ses dimensions, ce qui exige que l'on ignore totalement les frontières, aussi bien régionales que nationales. L'évolution du semoir commence en Italie (Locatello), pour se poursuivre en Angleterre (Tull), mais on ne peut la présenter sans évoquer les semoirs indiens et chinois, beaucoup plus anciens que les plus anciennes tentatives européennes. Impossible également de parler du tarare sans rappeler son histoire en Chine. Et naturellement, comment présenter l'évolution des techniques mécaniques de moisson sans parler aussi bien du *vallus* gallo-romain que des machines de Bell, de MacCormick, et du *stripper* australien?

C'est, nous semble-t-il, dans un certain nombre de collections privées, ou appartenant à des associations ad hoc, que l'on est actuellement le plus près, en France, de la conception du musée d'agriculture que nous défendons ici. C'est une de ces collections, d'ailleurs, qui est à l'origine d'un des principaux projets actuels, celui du « Conservatoire National du Machinisme et des Pratiques Agricoles ». Il existe d'autres projets, pratiquement aussi ambitieux sur le plan matériel, et souvent plus avancés dans leur réalisation. Mais le Conservatoire (CNMPA) est le seul qui se veuille de caractère national, et qui ait obtenu à ce titre un commencement de soutien, encore bien modeste il est vrai, de la part des pouvoirs publics.

L'initiative est partie d'une organisation professionnelle, le SEDIMA (Syndicat des Entreprises de Diffusion du Machinisme Agricole - autrement dit les marchands-réparateurs de matériel agricole). C'est en 1977, sous l'impulsion d'un de ses membres, malheureusement décédé depuis, que le SEDIMA commença à lancer dans le public l'idée d'un « Musée National du Machinisme Agricole ». Les promoteurs de cette idée n'hésitèrent pas à entreprendre tout de suite une campagne de publicité vigoureuse. Ayant réuni auprès de leurs adhérents une collection de quelques dizaines de machines, complétée par une partie de la collection de charrues de Grignon (celle qui a été évoquée ci-dessus) et plusieurs modèles réduits de la même provenance, ils réalisèrent pendant plusieurs années une série d'expositions destinées à atteindre le plus large public. Ces expositions furent présentées, par exemple, à Beaubourg sur l'esplanade du Centre Pompidou, et au Salon International de l'Agriculture, manifestation qui a lieu tous les ans à Paris début mars, et qui accueille de l'ordre du million de visiteurs.

Le succès répondit pleinement à l'attente des organisateurs. Les expositions de vieilles machines, les concours de maquettes, etc., connurent une affluence étonnante. Mais tout cela reposait exclusivement sur le bénévolat. Le problème de la pérennité de la

collection, et de la poursuite de l'entreprise au delà de quelques années, restait à résoudre. Pour ce faire, les responsables du SEDIMA eurent l'idée de lancer un concours. Leur collection, et le titre de « Musée National de la Machine Agricole », iraient à la ville qui présenterait le meilleur projet en vue d'accueillir et de développer les machines existantes. Le concours eut lieu lors du Salon agricole de mars 1981, avec un jury composé des représentants des ministères intéressés (Culture, Agriculture, Education Nationale) et de divers autres organismes compétents. Une dizaine de projets furent présentés. Le jury en retint, non pas un, mais deux: ceux de la ville de Chartres, et de la Chambre Régionale d'Agriculture Poitou-Charentes, situé à Niort, dans l'Ouest de la France. Chartres devait recueillir tout ce qui concernait la « grande culture » (céréales-betterave, etc.), et Niort ce qui concernait la polyculture, l'élevage, la viticulture, etc.

Cette solution, toutefois, devait assez rapidement s'avérer n'en être pas une. Si en effet la réalisation du projet de Niort pouvait progresser à peu près conformément aux prévisions, la situation à Chartres ne tarda pas à se gâter. Des désaccords entre collectivités locales entraînaient des modifications successives du projet initial, qui fut finalement complètement abandonné au profit d'un projet nouveau (la transformation d'une ancienne rotonde de réparations de locomotives), pour lequel les études durent évidemment repartir à zéro. D'autres désaccords, ^{sur} le plan scientifique, ne tardèrent pas à apparaître à l'intérieur de l'équipe muséale de Chartres, et entre celle-ci et l'équipe de Niort. Dès le printemps 1982, la situation était devenue si tendue qu'à la demande de Niort, les autorités de tutelle et le SEDIMA décidaient d'intervenir. Après plusieurs mois de négociations et d'études, il fut décidé de créer une nouvelle structure juridique, une Association, détenant seule le titre de « Conservatoire National du Machinisme et des Pratiques Agricoles », qui deviendrait propriétaire des collections, et qui serait chargée de coordonner l'action des équipes de Chartres et de Niort. Cette Association a déposé ses statuts en mars 1983. Mais elle n'a obtenu ses premiers moyens financiers qu'à l'automne 1983, et ne pourra donc entrer réellement en activité qu'en 1984.

Il serait oiseux d'entrer davantage dans les détails de cette histoire. Le Conservatoire est un projet dont il est toujours légitime d'attendre beaucoup. Mais il est caractéristique de la situation française que ce projet, d'intérêt réellement national, et qui a vu le jour dans les milieux professionnels, ait dû attendre tant d'années pour être reconnu et appuyé par les pouvoirs publics. Quant aux difficultés qu'il a connues, certaines sont assurément

à imputer à des questions de personnes, ou même au hasard. Mais il est indéniable que ces difficultés n'auraient pas été si grandes si le milieu muséal et universitaire français avait été prêt à accueillir des projets de ce genre. Mais il ne l'est pas, et il ne le sera pas davantage dans l'avenir, tant qu'il continuera à recruter et à former ses membres dans des conditions qui ignorent à peu près totalement le domaine des musées scientifiques et techniques. Le fond du problème est là. Et il continuera à se poser tant qu'une politique adéquate de formation des personnes n'aura pas été mise sur pied.

L'élaboration d'une telle politique, toutefois, est une oeuvre de très longue haleine. Et ç'aurait été se résigner à l'inaction que de miser trop exclusivement dessus. La situation appellait, dans l'immédiat, d'autres initiatives. L'une d'elles s'imposait de toute évidence. L'Association Internationale des Musées d'Agriculture existait depuis 1966, avec une très faible participation française. Faiblesse regrettable, et regrettée par bon nombre de ses membres, qui exprimaient à l'occasion leur souhait de voir un jour la France accueillir un des congrès de l'Association. D'autre part, la multiplication des initiatives muséales locales, sans lien entre elles, sans soutien institutionnel ni scientifique, posait problème: ne risquait-on pas d'assister, dans quelques années, à l'effondrement de tout l'édifice, lorsque la lassitude due au manque de moyens et de perspectives finirait par avoir raison des enthousiasmes et des bonnes volontés?

Et

Ce sont ces réflexions qui ont conduit à l'idée que la création d'une Association Française des Musées d'Agriculture était indispensable. La décision de principe fut prise au sein d'un groupe comprenant Marie-Christine Aubin, Michel Coutelle, Jean Cuise-nier, Sylvie Douce de La Salle, Jean-Louis Hamel, Christine Kovacshazy et François Sigaut. Le 19 juin 1982, une assemblée générale constitutive réunissait environ quarante personnes à Chartres pour l'adoption des statuts et l'élection du Conseil. Un premier *Bulletin* de liaison était diffusé en mars 1983, et en septembre de la même année, les membres de l'Association ne réunissaient à nouveau, à Niort, pour leur première assemblée générale statutaire et pour un colloque sur le double thème de « Les commencements de la mécanisation », et « Les musées d'agriculture et la préservation des êtres vivants ». (On trouvera le programme de cette manifestation en annexe). Le congrès de Niort réunissait soixante-dix participants environ. Et le nombre de membres de l'AFMA est aujourd'hui de près de cent-cinquante. L'Association bénéficie de l'appui de principe des pouvoirs publics (Ministère de l'Agriculture, Ministère de la Culture), ce qui lui permet d'en-

visager les tâches nombreuses qui lui incombent avec un certain optimisme. La prochaine de ces tâches est l'organisation du Septième Congrès International des Musées d'Agriculture, prévu pour septembre 1984 à Paris et à Saint-Riquier. Par avance, bienvenue à ceux de nos collègues italiens qui nous feront l'honneur d'y participer!

Paris, décembre 1983

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire des Musées cantonaux. Lisieux, 1880 et années suivantes.

Bulletin de la Société d'Agriculture de l'arrondissement de Clermont-sur-Oise. N. 1, juin 1836, et N. 17, sept.-oct. 1847.

FRANCOIS DE NEUFCHÂTEAU

An X (1802) - « Premier rapport fait à la Société, sur le perfectionnement des charrues... » *Mémoires d'Agriculture, d'Economie rurale et domestique, publiés par la Société impériale d'Agriculture du Département de la Seine*, 3: 368-453. (Le texte cité est p. 400-401).

An XI (1803) - « Compte-rendu à la Société d'Agriculture, par la Commission de la Charrue », *ibid.*, 5: 84-117. (Texte cité p. 91).

GREGOIRE, Abbé

An II - *Rapport et projet de décret, sur les moyens d'améliorer l'agriculture en France, per l'établissement d'une maison d'économie rurale dans chaque département, présentés à la séance du 13 de premier mois de l'an deuxième de la République Française, au nom des comités d'aliénation et d'instruction publique*, par le Citoyen Grégoire. Paris, Imprimerie Nationale.

An III - (Décret instituant le Conservatoire National des Arts et Métiers). « Convention Nationale. Addition à la séance du 19 vendémiaire An III », *Le Moniteur*, tome XXII.

GROULT, E.

1877 - (Lecture sur les Musées cantonaux). In: *Annuaire des cinq départements de l'Ancienne Normandie*, pp. 441-447.

GUILLAUMIN, A., et V. CHAUDUN

1944 - « La collection des modèles réduits d'instruments agricoles et horticoles du Museum. A propos d'une lettre inédite de A. Thouin », *Bulletin du Museum National d'Histoire Naturelle*, 2ème série, 16: 137-141.